

Le nombre d'émigrants soviétiques n'a jamais été aussi élevé depuis les dix dernières années. Durant les quatre premiers mois de 1989, 57 000 permis de sortie ont été délivrés et ce, avant même que les nouvelles lois sur l'émigration aient été promulguées par le Soviet suprême. Nous nous attendons à ce que ces chiffres augmentent une fois que la législation sera en vigueur.

Le Canada n'a pas de cas de réunion des familles qui ne soient pas réglés avec l'URSS. Les visites privées effectuées au Canada par des citoyens soviétiques vers le Canada se sont multipliées -- passant de 5 000 en 1986 à 12 000 en 1988.

Le Président Gorbatchev semble déterminé à créer une société de droit et cherche à s'inspirer de l'expérience des pays occidentaux. Des membres de la Cour suprême soviétique ont rendu visite l'automne dernier à leurs homologues de la Cour suprême du Canada pour discuter de toute une gamme de pratiques juridiques, notamment le rôle de l'avocat pour la défense. On prévoit que cette visite sera rendue. En dernier ressort, évidemment, ce qui compte c'est la manière dont les lois sont appliquées et non les lois elles-mêmes. Nous observerons de près comment l'esprit des nouvelles lois est observé.

Bien que le processus de démocratisation entamé par le Président Gorbatchev constitue un grand pas en avant, les résultats ne sont pas démocratiques au sens que nous donnons à ce terme. Le fait est que l'on a offert au peuple soviétique un choix de candidats pour le nouveau Congrès des députés du peuple. Lorsqu'il n'existait pas de choix, le peuple était libre de rejeter l'unique candidat. C'est ce qu'il a fait.

Le résultat fut que la plupart des députés des États baltes avaient des attitudes représentatives des sentiments locaux et des opinions locales. Cela est vrai également pour certains députés d'Ukraine. Beaucoup de députés sont nettement réformateurs, tout particulièrement Boris Eltsine et Andreï Sakharov. Mais il y en a des douzaines d'autres.

D'aucuns soutiendront que le Président Gorbatchev s'est acquis un Soviet suprême docile, qui fera ce qu'on lui dit. Je ne suis pas de cet avis. Ce n'est pas un organe révolutionnaire, mais il est soucieux de réforme. Et l'on continuera d'entendre les voix des députés au Soviet suprême et, de fait, les voix des députés au Congrès. La politisation de la société soviétique ne fait que commencer, mais les débuts sont prometteurs.